



Doc. 15053

29 janvier 2020

L'exploitation des enfants dans les zones rurales de culture du café et du cacao

Proposition de résolution

déposée par M. Ulrich OEHME et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

30 ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant et 70 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Union européenne est le principal bénéficiaire financier du travail des enfants dans les localités rurales qui assurent son approvisionnement en café, en cacao et en nombreux autres produits agricoles. L'Union européenne est le principal importateur de café et de cacao.

Les États membres du Conseil de l'Europe ne protègent pas les droits de l'enfant dans leur propre chaîne d'approvisionnement contre des modèles économiques illicites, cruels et relevant de l'exploitation qui ont accru la misère, la faim, la malnutrition infantile, le travail des enfants et les migrations forcées dans le monde entier.

L'Assemblée parlementaire s'est engagée à protéger de manière générale les individus contre la violation de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. «La dignité humaine est intangible. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger». L'Assemblée doit par conséquent prendre des mesures d'ordre juridique pour protéger les droits de millions d'enfants sans défense qui sont exploités et/ou privés de leurs droits de l'homme les plus fondamentaux.

À l'occasion du 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, il importe que l'Assemblée élabore un rapport pour exiger des gouvernements nationaux, de l'ensemble des institutions étatiques et de l'ensemble des institutions européennes qu'ils prennent des mesures législatives pour protéger les droits de l'enfant dans la chaîne d'approvisionnement de leurs pays.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

OEHME Ulrich, Allemagne, CE/AD
BALFE Richard, Royaume-Uni, NI
BARDINA Maryna, Ukraine, ADLE
BERNHARD Marc, Allemagne, CE/AD
BILOZIR Larysa, Ukraine, PPE/DC
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
EROTOKRITOU Christiana, Chypre, SOC
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CE/AD
GRAF Martin, Autriche, CE/AD
HEBNER Martin, Allemagne, CE/AD
KAMELCHUK Yuriy, Ukraine, PPE/DC
KASSEGGGER Axel, Autriche, CE/AD
KLEINWAECHTER Norbert, Allemagne, CE/AD
MANIERO Alvisé, Italie, NI
MASSEY Doreen, Royaume-Uni, SOC
MATUSZNY Kazimierz, Pologne, CE/AD
MEZENTSEVA Mariia, Ukraine, PPE/DC
MOUTQUIN Simon, Belgique, SOC
OVCHYNNYKOVA Yuliia, Ukraine, ADLE
ROBLES Gonzalo, Espagne, PPE/DC
RUSSELL Simon, Royaume-Uni, CE/AD
ŠEŠELJ Aleksandar, Serbie, NI
ŠUŠTAR Tadeja, Slovénie, PPE/DC
TORNARITIS Nicos, Chypre, PPE/DC
WONNER Martine, France, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe